

12 Sports

Entretien avec le ministre des Sports, du Tourisme et des Loisirs

Mathias Otounga Ossibadjou : "La subvention ne doit pas être la principale source financière d'un club"

Propos recueillis par Abel MIMONGO & Serge A. MOUSSADJI

Libreville/Gabon

Quatre mois après avoir été nommé à la tête du département des Sports, Mathias Otounga Ossibadjou évoque sans concession, dans cet entretien exclusif, la situation actuelle du sport au Gabon. La prochaine Can de handball, le financement des clubs et du championnat, les conflits au sein des fédérations et l'implication des agents de son département dans ces palabres, et bien d'autres sujets, constituent le menu de l'échange. Lecture.

l'union. Monsieur le ministre, les questions concernant le sport sont nombreuses et on ne peut toutes les évoquer ici. Nous allons, néanmoins, nous efforcer de toucher l'essentiel. A commencer par la tenue prochaine, à Libreville, de la CAN-2018 de handball. N'avez-vous pas l'impression que c'est une compétition de trop, vu que les précédentes organisées par notre pays ne nous ont rien rapporté, en terme de résultats ?

Mathias Otounga Ossibadjou : " Je ne pense pas. En matière de sport, il n'y a jamais assez de compétition. Le principe est que chaque événement doit nous tirer vers le haut. C'est la première fois que le Gabon organise une Can de handball. On ne peut donc pas présager de ce que la sélection nationale va faire lors de cette compétition. C'est un point. L'autre point est qu'il ne faut pas oublier que chaque événement est là pour créer de l'émulation autour d'une discipline. Une Can n'est pas suivie de la même manière que lorsqu'elle se déroule dans un autre pays. C'est donc une occasion pour vulgariser ce sport, entre autres, et une aubaine, sur le plan économique et social, notamment. On oublie vite que des zones comme celle d'Angondjé n'ont connu un véritable essor qu'en raison de l'organisation de la Can de football 2012. Les villes d'Oyem et de Port-Gentil ont vu des retombées positives dans de nombreux domaines. De plus, la construction des stades dans ces localités a créé des emplois. Le transport, l'hôtellerie, etc., sont autant de domaines qui bénéficient également des retombées. Il y a donc des effets visibles qu'on ne peut ignorer pendant l'organisation d'une telle compétition.

De nombreuses fédérations ne comprennent pas pourquoi le handball reçoit une subvention très élevée, la seconde après le football, alors que ses résultats ne sont pas forcément meilleurs que ceux d'autres disciplines. Comment expliquez-vous cette situation ?

C'est une question qu'il aurait fallu poser à mes prédécesseurs. La subvention et le budget sont annuels. Ce qui m'intéresse, se sont donc ces chapitres qui seront inscrits dans le budget 2018. Si je

constate des disparités que vous évoquez, nous nous emploierons à les corriger.

Dans la foulée de la CAN de handball, va se disputer la 11e édition de la Tropicale Amissa Bongo. Que peut-on attendre de la sélection nationale dont la préparation est pour le moins tronquée ?

(Soupirs!) Il faut reconnaître que la préparation de nos cyclistes pâtit de la situation économique actuelle. Le chef de l'Etat nous avait donné des instructions pour que nos coureurs aient une meilleure préparation. Il était donc question de les envoyer en Espagne notamment. Nous avons fait le nécessaire, mais au ministère du Budget, les ressources actuelles du pays n'ont pas permis de faire face à cette demande. Ce qui a obligé la Fégyac à trouver des solutions pour essayer de préparer au mieux les coureurs gabonais sur le plan local. Notre souhait était vraiment qu'ils aillent s'entraîner hors de nos frontières. Mais cette situation ne doit pas faire penser qu'ils ne seront pas capables de belles performances durant la prochaine compétition de la petite reine.

Votre réponse et votre ton donnent l'impression que vous n'êtes pas vraiment convaincu que les coureurs gabonais en soient capables...

Vous interprétez mes propos. Je tiens juste à préciser que le sport ne se joue pas sur le papier. Personne ne peut prétendre qu'ils ne feront rien de bon parce qu'ils ne sont préparés au Gabon. Moi, je reste convaincu que ce qui s'est passé l'année dernière (les cyclistes gabonais avaient refusé de participer à la Tropicale pour cause de primes non versées, ndr) va leur servir de motivation. Car, c'est forcément quelque chose qu'ils voudront effacer. Je répète juste que si les financements avaient été disponibles à temps, ils seraient allés s'entraîner dans d'autres pays. Mais le fait qu'ils courent dans les mêmes conditions et sur les routes retenues pour la future Tropicale Amissa Bongo devraient les aider. J'en suis sûr.

La préparation, qui était prévue, étonne un peu. Comment peut-on envisager de se rendre dans un pays européen où les froides températures sont à l'opposé des fortes chaleurs que va connaître le Gabon lors de la Tropicale ?

(Rire !) Vous voyez donc que le fait qu'ils n'ont pas pu se rendre finalement à l'étranger peut les aider. Puisqu'ils s'entraînent déjà dans les conditions réelles de cette course cycliste.

On ne peut parler de préparation sans évoquer l'équipement. Les coureurs, lors des derniers Jeux africains à Abidjan, se sont plaints de vélos non conformes à la compétition sur route. Une situation qui avait provoqué quelques abandons. Est-ce que ces équipements seront meilleurs durant la prochaine Tropicale ?

Il ne faut pas confondre le rôle de chaque entité impliquée dans cette course. Je ne suis pas prési-



Photo : Gaston NGOUBILLI

dent de la Fédération gabonaise de cyclisme, je suis le ministre des Sports. Je lui apporte le soutien dont il a besoin et c'est donc à lui de nous dire si ses coureurs sont bien équipés. Mais c'est une question qu'on ne devrait plus évoquer, à quelques jours du début de la compétition.

Après la 10e édition de la Tropicale, le ministère s'était engagé à soutenir la création de clubs à l'intérieur du pays. Où en est-on avec ce projet ?

Merci de préciser que nous voulions apporter un soutien à cette création et non créer des clubs. Les clubs sont des structures qui se créent librement et le principe veut que le ministère ne s'ingère pas dans ce processus de création, ni dans le fonctionnement de ces équipes. Nous essayons simplement d'être des supports et/ou des soutiens administratifs et parfois financiers. Nous attendons donc que la Fégyac initie le mouvement...

Donc la Fégyac propose et vous soutenez...

La fédération ne propose même pas. Elle gère ces entités qui se créent librement. Entités qui s'affilient aux ligues et ensuite à la fédération. C'est donc un peu vicieux de dire que le ministère des Sports va soutenir cette création d'équipes cyclistes.

C'est justement la raison pour laquelle nous aimerions bien comprendre le sens que vous donnez au verbe "soutenir"...

Nous sommes le ministère et nous avons essentiellement un rôle de support. Nous attendons que notre partenaire et les personnes de bonne volonté initient le mouvement, car ce n'est pas à nous de le faire. Ce que nous pouvons juste faire est de venir en aide à ceux qui solliciteraient notre soutien.

L'équipe nationale de football, les Panthères, a été éliminée de la Coupe du monde Russie-2018. Parmi les raisons de cet échec, figure la mauvaise ambiance au sein du groupe. Quel regard portez-vous sur cette équipe ?

Je ne me rappelle pas de rapports faisant état d'une mauvaise ambiance au sein de ce groupe...

Pourtant des joueurs, à l'issue de la victoire du Gabon face à la Côte d'Ivoire, avaient souhaité que Pierre-Emerick Aubameyang ne revienne plus en sélection. Ils lui reprochaient sa propension à choisir ses rencontres. Son retour contre le Maroc a même donné lieu à un des pires matches de la sélection...

Vous savez, il y a des paramètres qui sont difficilement maîtrisa-

bles. A l'issue du match contre la Côte d'Ivoire, que vous évoquez justement, le président de la République nous avait instruits sur certains points. Le premier était la nécessaire organisation d'une concertation sur le foot, et donc sur le sport gabonais. Le second point était de mettre en place une équipe nationale B, composée de joueurs évoluant dans le championnat national. Le chef de l'Etat avait aussi souhaité que le sélectionneur national subisse moins de pression extérieure. C'est un vœu pieux, car toute la question est de savoir comment y parvenir. Mais de tout ceci, il faut retenir que le problème des Panthères est aussi technique. Le championnat local évolue toujours en dents de scie, il n'est pas si permanent pour nous permettre de détecter ces jeunes footballeurs qui pourraient composer la sélection. De l'autre côté, il y a les règles de la Fifa qui font qu'un joueur ne peut quitter son club que pendant sept jours. Deux journées sont déjà dévolues à son voyage aller-retour, les cinq autres permettent un regroupement pour créer un fond de jeu. La création d'une équipe nationale B pérenne serait une possible solution pour plus de performance. Au stade actuel, je ne peux donc pas dire que la mauvaise ambiance soit à l'origine des mauvais résultats enregistrés.

Peut-être que nous sommes trop critiques, mais pourtant, cette mauvaise ambiance a transpiré lors de ce match Maroc-Gabon. Le jeune Louis Autchanga, entré en cours de jeu, a reçu plus de ballons qu'Aubameyang qui avait débuté la partie. Ce qui a donné l'impression que personne ne voulait évoluer avec le capitaine de la sélection...

Mais votre regard de spectateur n'est pas celui du sélectionneur. Il est libre de ses choix sur chaque rencontre, ce qui est le vœu du président de la République. Sauf à croire, en insistant sur cette question, que vous voulez insinuer que des personnes étrangères au staff technique chuchotent des noms à l'oreille du coach.

On ne saurait penser autrement quand on se rappelle la volte-face du sélectionneur national. En effet, ce dernier, après avoir appris que PEA ne voulait pas honorer une sélection et qu'Ibrahim Ndong s'est une nouvelle fois mal comporté en regroupement, avait affirmé qu'il ne voulait pas de ces deux jeunes dans son équipe. Une parole qu'il n'a pas respectée quelque temps plus tard, laissant même entendre que certains lui avaient un peu forcé la main...

Si cela est avéré, cela ne peut pas venir du président de la République, ni du Premier ministre, ni du ministre des Sports que je suis.

On en vient maintenant à l'éternel problème du financement du championnat. Pensez-vous que celui-ci a de l'avenir dans sa formule actuelle ? Sinon, qu'est-ce qui peut être fait pour que l'Etat, qui aurait dû se retirer de ce projet, cesse de le financer ?

Aucune situation n'est jamais

meilleure. Toute situation est à parfaire. Il faut relever que nous sommes dans une crise financière. C'est l'une des raisons à l'origine de la forte perturbation du championnat depuis quelques éditions. Maintenant, il faut se rappeler que nous avons un Fonds de développement du sport. Peut-être qu'il est temps de revoir, avec le ministre du Budget, les points qui permettront au fonds de disposer de toutes ces ressources financières, afin de financer correctement le championnat. Il faut aussi dire que dans un championnat professionnel, les clubs sont de véritables entreprises. Et toute entreprise, pour être viable, doit disposer de ses propres fonds. L'apport de l'Etat ne doit pas être la principale source financière d'un club. Mais rien que cet angle de réflexion va se greffer à d'autres questions. Pour un club de football, un de ses moyens de revenus tourne autour de la publicité. Mais comment peut-il, au Gabon, capter cette manne avec un championnat qui est si irrégulier ? Quel est l'annonceur qui peut se risquer dans ce sport dans de telles conditions ? Les problèmes sont divers et les torts partagés. Toutes ces réflexions nous ont conduits à mettre en place un cahier de charges pour voir quels sont les clubs viables. Le championnat, dans sa forme actuelle, est déjà mis en place. Nous allons voir comment amener les équipes à se mettre à niveau, parce qu'il faut que les créateurs de clubs comprennent, enfin, qu'ils doivent aussi créer des sources de revenus pérennes pour leur structure. Parce que la subvention doit simplement être une ressource d'équilibre.

Pourquoi le ministère et la Fégyac n'ont-ils pas fait le choix d'un championnat semi-professionnel, plutôt que de se lancer directement dans le professionnalisme. Système plus onéreux et qui repose sur le budget de l'Etat ?

C'est une question qui appartient au passé. Aujourd'hui, nous avons lancé un processus et il nous faut juste voir comment nous pouvons améliorer le système. Il faut amener les clubs à respecter le cahier de charges. Tant dans leur création que leur fonctionnement. Notre charge en tant que ministre des Sports est d'assurer la pérennité de la subvention. Ce qui nous ramène encore au Fonds de développement du sport qui doit bénéficier entièrement des ressources qui lui sont dévolues.

Les clubs engagés en coupe d'Afrique se plaignent de ce que la tutelle ne leur vient pas souvent en aide. N'y aurait-il pas de ligne budgétaire concernant ce volet ?

S'il y a un président de club qui défend cela, vous me l'amenez ici. Car, je ne comprends pas cette assertion. Parce que pour qu'une équipe gabonaise participe à une compétition africaine, il faut bien qu'elle évolue dans un championnat tout au long de l'année. C'est une compétition que l'Etat, et donc le ministère des Sports, soutient. C'est une forme d'aide, je crois bien, non ?